

# Les Albanais à Istanbul

Dossiers de l'IFEA, n° 3. Istanbul, Institut français d'études anatoliennes - Georges Dumézil (IFEA), 24 p.

## Table des matières

Introduction et préliminaires

### **1. Origines de la présence albanaise en Turquie**

1.1. L'empire ottoman

1.2. Les guerres balkaniques et la première guerre mondiale, jusqu'au traité de Lausanne

1.3. Les Albanais de Yougoslavie, avant et après la deuxième guerre mondiale

*1.3.a. – La colonisation du Kosovo (1918-1941).*

*1.3.b. – La répression des années 1950 et 1960.*

1.4. Les Albanais d'Albanie depuis la chute du communisme

*1.4.a. – Les premiers départs (1990-1991).*

*1.4.b. – La crise de l'année 1997.*

### **2. Formes et organisation de la présence albanaise**

2.1. – Définition de l'albanité.

2.2. – Tentative de cartographie.

*2.2.a. – Les « anciens Albanais ».*

*2.2.b. – La « nouvelle émigration ».*

2.3. – Vie sociale : associations, aide sociale, activités professionnelles.

*2.3.a. – Les associations.*

*2.3.b. – La vie professionnelle.*

*2.3.c. – Le cas des Albanais d'Albanie.*

2.4. – Discours et représentations

*2.4.a. – Les Albanais et la Turquie.*

*2.4.b. – Les Albanais entre eux : permanence de quelques frontières.*

### **3. Les Albanais de Turquie et la question albanaise dans les Balkans**

3.1. – Présentation de la question albanaise

3.2. – L'impact de la crise du Kosovo

3.3. – L'instabilité politique en Albanie

3.4. – Tirana et la diaspora albanaise.

Annexes

## Introduction et préliminaires.

Ce dossier a pour objectif de donner une image des communautés albanaises et d'origine albanaise en Turquie et plus particulièrement à Istanbul : leur origine, leur fonctionnement et leurs relations avec les autres communautés albanaises dans les Balkans (Albanie, ex-Yougoslavie, Grèce), dans le contexte géopolitique des années 1990.

Ce contexte est bien sûr marqué à la fois par les crises successives qui ont marqué la décomposition de la Yougoslavie, dont la dernière, dans la province du Kosovo (1998-1999), a posé la question de la position des Albanais dans les Etats balkaniques où ils constituent une part significative de la population, et par l'évolution politique, économique et sociale que connaît l'Albanie depuis la chute de la dictature communiste, au début des années 1990.

La guerre du Kosovo des années 1998 et 1999 a rendu visible un trait marquant de la population albanaise, à savoir l'importance numérique, économique et politique de la diaspora et de l'émigration : les communautés albanaises d'Europe occidentale (principalement en Allemagne et en Suisse) et d'Amérique du nord (Etats-Unis et Canada) ont joué un rôle non négligeable dans le financement des opérations militaires des Kosovars albanais et ont servi de relais entre ceux-ci et l'opinion internationale, en particulier par l'organisation de manifestations de soutien dans la plupart des grandes villes européennes et nord-américaines et par la transmission d'informations et de représentations géopolitiques vers les médias occidentaux.

La Turquie abrite une partie de la diaspora et de l'émigration albanaises. Les liens qui existent entre les Albanais et la Turquie ne tiennent donc pas uniquement à l'histoire de l'empire ottoman, mais reposent sur la présence effective d'Albanais et de gens d'origine albanaise dès les débuts de la République. Parmi eux, une part importante est originaire du Kosovo ou de Macédoine, qu'ils ont quittés au cours du 20<sup>e</sup> siècle, à plusieurs reprises et dans des circonstances qui sont directement liées aux événements des deux dernières années. Ne serait-ce que pour cette raison, la crise du Kosovo a eu un impact sur la population albanaise de Turquie, qui justifie que l'on s'intéresse à la situation présente de cette population, à la fois segment de la diaspora albanaise et de la société turque.

Albanais d'Istanbul ou de Turquie ? Le matériel contenu dans ce dossier a été recueilli exclusivement à Istanbul, qui rassemble la majorité de la présence albanaise en Turquie. On y traite donc avant tout des Albanais d'Istanbul. L'enquête effectuée au mois de février 2000 ne constitue cependant que la première étape d'un travail de recherche portant sur l'ensemble de la communauté albanaise de Turquie, et nous avons à ce titre inclus un certain nombre de données

relatives à d'autres villes et régions d'implantation albanaise. Il faut préciser que, à la différence de celles recueillies à Istanbul, ces dernières ne sont pas issues d'une enquête de terrain et n'ont pu faire l'objet d'une observation directe.

Signalons enfin quelques points de méthode. Ce qui suit ne constitue pas une étude historique des Albanais en Turquie, mais s'attache à décrire la situation présente. Les références à l'histoire ne visent qu'à éclairer certains aspects de la situation telle qu'elle est observable aujourd'hui. Par ailleurs, parler d'Albanais en Turquie ou d'Albanais de Turquie pose un problème de définition : qui est Albanais, qui ne l'est pas ? Nous avons choisi de regrouper sous ce terme les gens qui ont effectivement la nationalité albanaise (les moins nombreux) ainsi que tous ceux qui se reconnaissent une origine albanaise (en Albanie comme en ex-Yougoslavie ou en Grèce) à partir du moment où la revendication de cette origine s'appuie sur une expérience personnelle ou familiale datable. Il s'agit donc d'une définition subjective, reposant sur l'identification des gens à la catégorie « Albanais », qui ne tient pas compte de critères objectifs comme la nationalité (citoyenneté), la langue ou le lieu de naissance. En conséquence, la question du nombre des « Albanais » ainsi définis n'est pas la plus importante, et on ne cherchera pas à la préciser. Nous employons le terme « communauté » pour désigner l'ensemble ou un sous-ensemble des Albanais de Turquie. Ce mot doit être entendu dans le sens où l'entendait Max Weber : ce sont les gens qui ont quelque chose en commun, ici le fait d'être, eux-mêmes ou leurs ascendants, arrivés de régions albanaises des Balkans. Il ne sous-entend jamais un groupement organisé, doté d'une structure propre et tendant vers un objectif commun (« sociation » dans le vocabulaire wébérien). Comme on le verra, la plupart des Albanais ainsi définis ne remettent pas en cause leur appartenance à la nation turque.

Enfin, ce dossier ne prétend pas être exhaustif, il ne représente qu'une étape de la recherche et nous avons à ce titre volontairement donné la priorité aux sources et au point de vue albanais, moins accessibles et moins connus, tout en nous appuyant sur un certain nombre de travaux non-albanais.

## **1. Origines de la présence albanaise en Turquie.**

Cette première partie s'attache à rappeler certains événements historiques qui sont à l'origine de mouvements migratoires des Albanais vers la Turquie et Istanbul en particulier, et qui pèsent aujourd'hui encore sur les représentations des gens d'origine albanaise, c'est-à-dire sur la façon dont ceux-ci perçoivent leur expérience, tant individuelle que collective. On distingue quatre grandes périodes : l'empire ottoman jusqu'en 1912, les guerres balkaniques jusqu'au traité de

Lausanne (1923), la Yougoslavie d'avant et après la seconde guerre mondiale (1918-1960), et l'Albanie depuis la fin du régime communiste (1991-2000).

### 1.1. – L'empire ottoman

Il est impensable de retracer ici la longue histoire des relations entre les Albanais et l'empire ottoman. Signalons seulement que la présence albanaise à Istanbul est ancienne : les Albanais y apparaissent dès les débuts de la conquête ottomane (Todorov, 1983 59). Jusqu'au 17<sup>e</sup> siècle, la pratique du devchirme contribue à maintenir une présence albanaise dans l'armée et l'administration ottomanes, ce qui n'exclut pas l'existence de migrations volontaires. A cette époque, les Albanais sont surtout installés à Istanbul et occupent des fonctions spécialisées : paveurs, puisatiers, plongeurs spécialisés, colporteurs, marchands ambulants (Mantran 1962 63). Leur localisation précise n'est pas connue (en dépit de son nom, le village d'Arnavutköy n'est, pas plus qu'aujourd'hui, peuplé d'Albanais) en raison d'une caractéristique qui rappelle la situation actuelle : « Musulmans en général, écrit Robert Mantran (1962 63-64), ils ne paraissent pas avoir constitué dans la ville un noyau organisé et se fondent probablement dans la masse des Turcs. »

A partir de la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle, la présence albanaise prend une nouvelle importance avec le développement du mouvement national albanais, dont Istanbul constitue un des centres les plus actifs. Parmi les personnalités de l'époque ayant vécu à Istanbul, on peut citer Pashko Vasa Shkodrani (1825-1892), Abdyl Frashëri (1839-1892) et ses deux frères Naim (1846-1900) et Sami (1850-1904), Namik Qemali (1840-1888), écrivain né à Tekirdag, Abidin Pashë Dino (1843-1908) et Ismail Qemali (1846-1919), auteur de la déclaration d'indépendance de l'Albanie, le 28 novembre 1912. La plupart d'entre eux ont servi dans l'administration de l'empire ottoman.

Dès la fin du 19<sup>e</sup> siècle, des Albanais chrétiens sont établis à Istanbul, où ils s'occupent de commerce et d'artisanat. Leur appartenance à la communauté orthodoxe fait qu'ils sont souvent assimilés aux Grecs, comme ils le seront encore par la suite, mais ils sont à l'origine d'une tradition d'émigration vers la Turquie au départ des régions albanaises de Korçë et Kolonjë, dont on trouve encore des traces aujourd'hui. D'une manière générale, la circulation des Albanais dans l'empire et leur installation à Istanbul et dans d'autres régions (Mer Noire, Anatolie Occidentale) favorisent l'établissement d'une diaspora albanaise en Turquie, lorsque les circonstances politiques du début du 20<sup>e</sup> siècle poussent un grand nombre d'entre eux à quitter les Balkans.

## 1.2. – Les guerres balkaniques et la première guerre mondiale, jusqu’au traité de Lausanne

L’indépendance de l’Albanie est proclamée en novembre 1912, à l’issue de la première guerre balkanique qui oppose l’empire ottoman aux nations chrétiennes déjà constituées en Etats : Grèce, Serbie, Monténégro et Bulgarie. En tant que territoire ottoman, l’Albanie est convoitée au nord par les Serbes et au sud par les Grecs. La déclaration d’indépendance et la demande de reconnaissance internationale sont un moyen pour les Albanais d’empêcher leurs voisins serbes et grecs d’étendre leur autorité sur les territoires albanais, le maintien de ceux-ci dans l’empire ottoman n’apparaissant plus possible. Jusqu’à la déclaration d’indépendance, la majeure partie de la population était sans doute favorable à une autonomie au sein de l’empire plutôt qu’à l’indépendance, et dans les années suivantes encore, la fidélité à l’empire et au sultan ne disparaîtra pas totalement.

Les raisons qui ont alors poussé un certain nombre d’Albanais à quitter l’Albanie et les régions adjacentes pour l’empire ottoman sont certainement multiples, à la fois politiques, sociales et économiques. Il faut dire que les premières années de l’Etat albanais sont particulièrement difficiles : le gouvernement n’exerce une autorité que sur une petite partie du territoire, le reste étant occupé au sud par les Grecs, au nord par les Serbes et les Monténégrins. Violence et insécurité poussent alors de nombreux Albanais à l’exil. Istanbul n’est d’ailleurs pas la seule destination : c’est à cette époque également que se développe un courant migratoire vers les Etats-Unis et, dans une moindre mesure, vers l’Argentine et l’Australie, qui semble toucher particulièrement les populations chrétiennes du sud-est et qui ne s’interrompt qu’avec la deuxième guerre mondiale, pour reprendre au début des années 1990, après la chute du régime communiste.

Istanbul apparaît comme une destination privilégiée pour les raisons développées dans le paragraphe précédent : de nombreux Albanais ont déjà des relations avec la capitale de l’empire, et peuvent compter sur le soutien de parents déjà sur place. L’empire ottoman, puis la Turquie, apparaissent d’autant plus comme une destination naturelle que, parmi la population rurale, musulmane en particulier, la conscience nationale albanaise est peu développée, et que les gens se définissent d’abord par l’appartenance à une communauté religieuse, souvent assimilée à une communauté nationale ou ethnique. Les musulmans albanais se disent alors « Turcs », une attitude qui dure jusqu’à aujourd’hui dans certaines régions rurales.

C’est pour cette même raison qu’un certain nombre d’Albanais se trouvent concernés, quelques années plus tard, par la convention d’échange de populations entre la Grèce et la Turquie, incluse dans le Traité de Lausanne de 1923. La définition des frontières de l’Albanie, commencée en

1913, interrompue par la première guerre mondiale et reprise en 1919, laisse en effet au sud deux régions de peuplement en partie albanais en territoire grec : il s'agit en Epire de la Tchamerie (alb. Çamëri, gr. Tsamouria) et en Macédoine de la région de Kastoria (alb. Kostur). Les musulmans de Tchamerie sont reconnus comme Albanais et laissés en dehors de l'échange en tant que tels. Ils sont cependant soumis à des pressions de la part des autorités grecques et sont poussés à partir. Certains passent la frontière albanaise, d'autres partent pour la Turquie. On trouve leurs descendants principalement dans la région d'Izmir. La quasi-totalité de la population tchame musulmane est expulsée de Grèce en 1944, sous l'accusation de collaboration avec l'occupant italien puis allemand. La plupart d'entre eux s'installent en Albanie (Péchoux et Sivignon, 1989 et ICG 2000 pour l'état actuel de la question tchame).

Les musulmans albanophones de Macédoine grecque occidentale sont au contraire classés comme Turcs dès l'époque de l'échange des populations et sont à ce titre obligés de quitter leurs villages dès 1924 pour la Turquie. Une partie d'entre eux préfère cependant traverser la frontière toute proche et s'installer en Albanie. Parmi ceux qui sont envoyés en Turquie, une petite partie demande au bout de quelques années à partir en Albanie qu'ils considèrent, sinon comme une patrie, comme un pays beaucoup plus proche de celui qu'ils ont dû abandonner (de Rapper, 1997). Les autres restent dans les régions anatoliennes où les autorités turques les ont installés, ou essayent de gagner les villes.

Il est difficile de chiffrer l'ensemble de ces courants migratoires et d'avoir une idée de l'importance numérique de la présence albanaise en Turquie à cette époque. Tout au plus peut-on donner quelques chiffres issus du recensement de 1935, pour la province d'Istanbul (tableau 1). Le caractère fortement urbain de la population albanaise y apparaît déjà.

Tableau 1 : Présence albanaise en 1935, province d'Istanbul.

	Ville d'Istanbul	Total province d'Istanbul
Langue maternelle albanaise	6175	6722
Nationalité albanaise	1183	1204
Nés en Albanie	6297	6803

Source : recensement 1935.

### 1.3. – Les Albanais de Yougoslavie, avant et après la deuxième guerre mondiale.

Le rattachement du Kosovo à la Yougoslavie à la fin de la première guerre mondiale a eu suffisamment d'impact sur la présence albanaise en Turquie, jusqu'à aujourd'hui, pour être traité séparément (les principales synthèses sont, pour la période moderne et contemporaine, Vickers 1998 et Roux 1992. Malcolm 1998 concerne en grande partie des périodes plus anciennes qui ne nous concernent pas ici). Deux vagues d'émigration de la Yougoslavie vers la Turquie peuvent être distinguées : la première a lieu entre 1918 et 1941, pendant la phase de colonisation du Kosovo par la Yougoslavie ; la deuxième dans les années 1950 et 1960 (on ne tient pas compte pour l'instant de l'arrivée de Kosovars en 1998 et 1999, traitée dans la troisième partie).

#### *1.3.a. – La colonisation du Kosovo (1918-1941).*

On appelle « Programme de colonisation » (Vickers 1998 103 ; Roux 1992 191-203) l'établissement de l'autorité yougoslave au Kosovo après le rattachement de la région au Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes (qui devient Yougoslavie en 1929) à la suite de la première guerre mondiale. Il s'agit aussi d'installer des colons serbes au Kosovo, sur les terres que les Albanais ont quittées dans les années de guerre ou que l'on encourage à quitter par la mise en œuvre d'une réforme agraire. En même temps, et surtout après 1928, des mesures sont prises pour favoriser l'émigration des Albanais vers l'Albanie et vers la Turquie. Un accord est signé en juillet 1938 entre les gouvernements yougoslave et turc, ce dernier acceptant d'accueillir jusqu'à 200 000 Albanais, Turcs et musulmans du Kosovo et de Macédoine (soit 40 000 familles). Cet accord ne sera cependant pas ratifié par le parlement turc et les fonds ne seront jamais débloqués pour mettre en œuvre le déplacement et l'installation des réfugiés dans les régions peu peuplées d'Anatolie. De 1929 à 1941 cependant, la Yougoslavie s'efforce d'organiser le départ des Albanais sur la base d'accords internationaux (Vickers 1998 105), et parvient à provoquer une vague de départs vers l'Albanie et la Turquie.

La première réaction albanaise aux expulsions et l'installation de colons serbes et monténégrins, dans les premières années de l'après-guerre, prend la forme d'une révolte sociale et politique, celle du mouvement des *Kaçaks* (Vickers 1998 99-102 et 108). Durant cette période, les départs vers la Turquie sont encore un phénomène limité. Les paysans expropriés prennent la montagne et organisent des raids contre les villages serbes des basses terres. Les départs vers l'étranger ne se multiplient que dans la deuxième phase de la colonisation, à partir de 1929, lorsque les chefs du mouvement *kaçak* sont arrêtés ou tués. Outre les zones de plaine, colonisées pour des raisons



économiques évidentes, les régions les plus touchées sont celles qui bordent la frontière albanaise, l'objectif des autorités yougoslaves étant d'isoler les Albanais du Kosovo des montagnes du nord de l'Albanie où ils peuvent trouver refuge.

Il est difficile de dire combien d'Albanais ont ainsi été expulsés vers l'Albanie et la Turquie. Michel Roux (1992 201) minimise l'impact de la réforme agraire et de la politique de colonisation sur la composition ethnique de la population et estime à « quelques dizaines de milliers probablement » le nombre de départs vers l'Albanie et la Turquie. Se fondant sur les recensements de 1921 et 1931 et sur le dénombrement de 1939, il estime à 45 000 et 32 000 les départs de musulmans entre 1921-1931 et 1931-1939 respectivement (Roux 1992 217-225). Les chiffres yougoslaves de l'époque indiquent, pour la période 1927-1939, 19 279 départs d'Albanais vers la Turquie et 4322 vers l'Albanie (Vickers 1998 119). Si, d'après Miranda Vickers, ces chiffres sont minimisés par les autorités yougoslaves de l'époque qui ne veulent pas attirer l'attention de l'opinion internationale, ceux avancés plus récemment par les historiens et démographes albanais sont beaucoup plus élevés : entre 200 000 et 300 000 pour Zamir Shtylla (1996 98), qui inclut tous les départs des régions albanaises de la Yougoslavie vers d'autres pays (principalement Turquie, Albanie et pays arabes), 250 000 Albanais expulsés vers la Turquie dans l'entre-deux-guerres et 50 000 vers l'Albanie pour Hivzi Islami (1994 62 et 1996 142), reprenant les travaux de Hakif Bajrami (1981).

Dès cette époque, les départs sont plus nombreux vers la Turquie que vers l'Albanie. Pour des raisons qui tiennent à l'attrait d'Istanbul en tant qu'ancienne capitale de l'empire et au fait que de nombreux Albanais y avaient déjà de la famille, l'attrait de la Turquie est beaucoup plus fort que celui de l'Albanie, qui traverse d'autre part une période d'instabilité sociale et politique. Les réfugiés de Yougoslavie, comme les musulmans de Grèce, sont envoyés dans les zones reculées et sous-peuplées. La plupart d'entre eux cependant parviennent à gagner Istanbul et d'autres villes, dont Bursa (Shtylla 1996 98). D'autres émigrent de la Turquie vers l'Albanie, où ils sont également installés dans des régions encore peu exploitées que le gouvernement cherchait à mettre en valeur.

A cette époque déjà, comme lors de la vague suivante, les départs se font par l'intermédiaire de la Macédoine, où est localisée l'administration yougoslave qui organise les départs, et d'où les communications vers les pays de destinations sont bonnes : les principales routes d'émigration partent de Skopje vers Thessalonique, et de là vers Istanbul, par train ou par bateau. Durant les années 1918-1928 en particulier, la voie de chemin de fer Nish-Sofia-Istanbul est également empruntée par de nombreux migrants (Shtylla 1996 98).

### *1.3.b. – La répression des années 1950 et 1960.*

La dernière vague d'émigration massive vers la Turquie a lieu dans les années 1950 et 1960, en conséquence d'une politique de répression et d'incitation au départ menée par les autorités yougoslaves. Jusqu'en 1948, les Albanais de Yougoslavie bénéficient de la situation créée par les bonnes relations entre l'Albanie et leur pays. A cette date cependant (juin 1948), la Yougoslavie rompt avec l'URSS et avec ses satellites, Albanie comprise. Les Albanais du Kosovo et de Macédoine sont alors soupçonnés d'être manipulés par l'Albanie et de vouloir déstabiliser le pays. Une campagne est lancée pour les inciter au départ et favoriser leur intégration dans la minorité turque nouvellement créée (Vickers 1998 149). Un nouvel accord entre la Yougoslavie et la Turquie est signé en 1953. La répression anti-albanaise menée par Alexandre Rankovic, ministre de l'intérieur de 1945 à 1953, pousse de nombreux Albanais au départ vers la Turquie.

Trois choses peuvent être dites à propos de cette nouvelle vague de départs : premièrement, elle a, à la différence des précédentes, une dimension politique qui s'ajoute à la dimension nationale : les Albanais sont incités au départ en raison de leur opposition au socialisme autant sinon plus qu'en raison de leur appartenance nationale (Roux 1996 188). Cette opposition politique caractérise aujourd'hui encore les Albanais de Turquie issus de cette émigration, parmi lesquels les sentiments anticommunistes sont répandus. Il faut noter de même le rôle joué par une partie des dirigeants de la communauté musulmane, en faveur de l'exil vers la Turquie et d'Istanbul « aux rues de cristal ». Il existe pareillement aujourd'hui un ressentiment envers ces gens qui ont fait passer « la religion avant la nation » (voir aussi Berishaj 1998 114-115).

Deuxièmement, les Albanais ont recours pour émigrer vers la Turquie à l'ethnonyme turc : afin de pouvoir migrer légalement, ils doivent se faire passer pour membres de la minorité turque, du Kosovo dans un premier temps, puis de Macédoine. C'est ce qu'ils font lors des recensements de 1953 et 1961 (Islami 1997 183). Ainsi, entre 1948 et 1953, le nombre d'Albanais dans l'ensemble de la Yougoslavie n'augmente que de 3 814 personnes, alors que celui des Albanais de Macédoine passe de 197 389 à 162 524 dans la même période. Dans le même temps, le nombre de Turcs en Yougoslavie passe de 97 954 en 1948 à 259 535 en 1953, pour tomber ensuite à 182 964 (1961), 127 920 (1971) et 101 291 (1981) (Islami 1994 195). Un tiers des gens qui se sont alors déclarés Turcs ne parlaient pas turc. Il semble que ce changement obligé d'identité ait facilité leur intégration future dans la République turque, alors même qu'ils refusaient l'intégration à la société yougoslave que les autorités voulaient leur imposer (Roux 1996 188).

Enfin, venant une vingtaine d'années après la vague précédente, l'émigration des années 1950 et 1960 bénéficie de l'existence d'une communauté albanaise de Turquie dont les liens familiaux avec les régions d'origine ne sont pas rompus. Là encore, leur intégration rapide en sera facilitée.

Au total, on estime à entre 230 000 et 250 000 le nombre de personnes expulsées du Kosovo, du Monténégro et de Macédoine jusqu'à la fin des années 1960 (Islami 1996 142), dont 195 000 entre 1954 et 1957 (Vickers 1998 157). Il s'agit de musulmans, Albanais, Turcs et Yürüks, les Albanais représentant sans doute 80% du total. Les années 1955 et 1956, pendant lesquelles la police mène une opération de désarmement de la population albanaise soupçonnée de préparer un soulèvement armé orchestré depuis l'Albanie, les violences policières (tortures et assassinats) entraînent un pic dans les départs : 31 969 pour la seule année 1956 (Bainbridge 1993 302).

Leur installation en Turquie se fait principalement à Istanbul (Aksaray puis Bayrampaşa), ainsi qu'à Sakarya (Adapazri).

#### 1.4. – Les Albanais d'Albanie depuis la chute du communisme.

##### *1.4.a. – Les premiers départs (1990-1991).*

S'ils sont contemporains de l'exode vers l'Italie et la Grèce, les départs vers la Turquie doivent être distingués de ceux vers ces deux pays : il ne s'agit pas d'une fuite désespérée et désorganisée, mais de l'utilisation de réseaux et de relations déjà existants dans une stratégie d'émigration à long terme, à l'instar de ce qui se passe à la même époque et aujourd'hui encore en direction des Etats-Unis.

La chute de la dictature communiste en Albanie a été marquée par plusieurs vagues de départs vers l'étranger. Lors de ce qu'on appelle la « crise des ambassades », en juillet 1990 à Tïrana, des centaines de personnes ont trouvé refuge dans les ambassades étrangères. L'ambassade de Turquie a ainsi accueilli une trentaine de personnes qui se sont installées en Turquie avec l'aide des autorités. Ce premier contingent a favorisé l'arrivée d'autres personnes, sur la base des réseaux de parenté. Il semble en effet que les premiers arrivés étaient en majorité des pères de famille, qui, une fois leur situation stabilisée (souvent grâce à l'aide d'Albanais du Kosovo et de Macédoine), ont fait venir leur famille. On trouve principalement des gens originaires de Myzeqe, région de l'ouest du pays, des villes de Lushnjë, Fier et Berat, ainsi que d'autres venus de Tiranë, Shkodër, Elbasan et Korçë. Il s'agit surtout d'une population rurale, d'un niveau d'éducation peu élevé, qui fuit les conditions de vie des coopératives et des fermes d'Etat.

Leur installation à Istanbul s'est faite dans les quartiers où la présence albanaise était déjà forte : Bayrampaşa, Zeytinburnu, Küçükköy, Esenler ; ils peuvent ainsi bénéficier de l'assistance d'une communauté albanaise déjà intégrée et bien organisée.

Pour un certain nombre d'entre eux, la Turquie n'a été qu'un tremplin vers d'autres pays, en particulier vers les Etats-Unis. Ce phénomène existe à la même époque dans les autres pays qui accueillent des Albanais : Grèce, Italie, France. La Grèce et l'Italie constituent aujourd'hui encore pour de nombreux Albanais la première étape d'une émigration de plus longue durée dans des pays jugés plus intéressants (Etats-Unis, Canada, Australie, Suisse, Allemagne).

Enfin, parmi les raisons données au choix de la Turquie comme pays d'émigration, les Albanais mentionnent l'absence de formalités d'entrée (la plupart d'entre eux achètent un visa de tourisme à la frontière) et l'absence de racisme anti-étranger et anti-albanais en particulier, racisme que l'on dénonce au contraire dans l'attitude des Grecs envers les Albanais.

#### *1.4.b. – La crise de l'année 1997.*

L'immigration en provenance d'Albanie reste limitée jusqu'en 1997 : malgré les avantages qu'ils reconnaissent à la Turquie, les Albanais préfèrent en effet migrer vers la Grèce et l'Italie, où les salaires sont plus élevés et qui constituent des portes d'entrée vers l'Union européenne. A cette date cependant, la crise politique très grave qui secoue le pays suite à l'effondrement de certaines pyramides financières et le climat de violence et d'insécurité qui la suit (les Albanais évoque aujourd'hui encore cet épisode comme une « guerre »), provoquent une nouvelle vague de départs, vers l'Italie et la Grèce bien sûr, mais aussi vers la Turquie. Depuis plusieurs années déjà, les revenus de l'émigration étaient placés en Albanie dans des sociétés pyramidales censées rémunérer les placements à des taux très avantageux (jusqu'à 100% pour certaines). Dès 1995, certaines de ces pyramides ont commencé à faire faillite : les nouveaux placements ne permettaient plus de rémunérer les plus anciens. Le phénomène s'est accentué en 1996 jusqu'à provoquer à la fois la panique des épargnants voulant récupérer leurs placements, et la fuite des « sommets », c'est-à-dire des initiateurs et principaux bénéficiaires des pyramides, à l'étranger. Le mécontentement des épargnants a été exploité par l'opposition (Parti socialiste, PS), aidée en cela par le malaise créé en mai 1996 par les élections parlementaires, marquées par des irrégularités en faveur du pouvoir (Parti démocratique, PD). Des casernes et entrepôts d'armes ont été pillés, mettant en circulation une grande quantité d'armes diverses et favorisant l'apparition de bandes armées cherchant à exercer une autorité sur une ville, un quartier ou une région. L'effondrement de l'Etat, en particulier entre mars et juillet 1997, a entraîné un sentiment d'insécurité qui, joint à

la désorganisation de l'économie, a poussé les gens à quitter le pays. Selon une étude réalisée par l'Association des émigrants albanais (voir plus bas, § 2.3.c.), les arrivées en Turquie en provenance d'Albanie connaissent un pic en 1997 et 1998 (tableau 2).

Tableau 2 : arrivées en provenance d'Albanie, 1991-1998.

Année	Nombre de familles	Nombre de personnes
1991	20	120
1992	110	700
1993	160	750
1994	100	650
1995	80	580
1996	60	400
1997	4500	27000
1998	2000	15000

Source : Shoqata e emigrantëve shqiptarë, août 1998.

Les régions d'Albanie les plus touchées sont celles dans lesquelles les troubles sont les plus violents, en raison notamment de l'apparition de bandes armées échappant à tout contrôle et se livrant à des règlements de comptes : les villes de Berat, Vlorë et Shkodër souffrent plus particulièrement. Les raisons qui poussent au départ sont moins, comme dans les premières années, la misère et l'absence de perspectives économiques que l'insécurité : en conséquence, il s'agit moins d'une émigration de pères de familles ou de jeunes hommes célibataires allant chercher du travail à l'étranger, que d'une émigration familiale dont le but est de mettre la famille en sécurité et de lui assurer des conditions de vie normales. La scolarisation des filles est une raison souvent avancée : depuis 1997, en raison du développement de la prostitution et de la recrudescence des enlèvements de jeunes filles, de plus en plus de familles renoncent à mettre leurs filles à l'école au-delà de la scolarité obligatoire (14 ans). En ce sens, on assiste à l'époque au même phénomène en Grèce : l'émigration albanaise, jusqu'alors composée d'hommes jeunes et célibataires envoyant leurs gains à la famille restée en Albanie, se transforme et devient familiale, avec l'arrivée de femmes et d'enfants et, dans une moindre mesure, de personnes âgées.

A Istanbul, ces arrivées se sont faites sur une base familiale : les nouveaux arrivants sont tous venus avec l'adresse de parents déjà installés et ont pu bénéficier de leur aide. Une assistance a également été fournie par les Albanais de Yougoslavie.

En conclusion, il faut noter l'origine diverse, dans le temps et dans l'espace, de la présence albanaise en Turquie. Cette diversité se maintient au sein de la communauté albanaise actuelle, marquée par des particularismes et des divisions héritées des pays d'origine : la diaspora albanaise de Turquie n'est ni uniforme, ni unie.

## **2. Formes et organisation de la présence albanaise**

La présence albanaise ne constitue pas une minorité « ethnique » ou « nationale », ni au regard de l'Etat, qui ne reconnaît que les trois minorités arménienne, grecque et juive, ni au regard de la majorité des Albanais, qui insiste pour être dite turque d'origine albanaise, et ne revendique aucune discrimination positive, pas plus qu'elle ne se plaint de discrimination négative. En ce sens, elle ne constitue aucunement un problème au sein de la société turque.

Il existe pourtant un sentiment d'appartenance à une communauté albanaise ainsi que des formes d'organisation qui maintiennent ce sentiment communautaire. Nous essayons de cerner dans la deuxième partie les formes, l'organisation et le fonctionnement de la communauté albanaise d'Istanbul.

### **2.1. – Définition de l'albanité.**

Même définie par l'origine commune, la communauté albanaise d'Istanbul ne forme pas un groupe homogène : arrivés à des époques différentes, depuis des régions différentes et pour des raisons différentes, les gens d'origine albanaise ont souvent apporté avec eux les principes de division de la société albanaise et le souvenir de destins politiques différents. Ainsi par exemple, une division fondamentale existe entre les Albanais d'ex-Yougoslavie et ceux d'Albanie : depuis 1913 en effet, les deux groupes ont vécu dans deux Etats distincts et souvent ennemis, et ils véhiculent aujourd'hui encore des images différentes de la nation (de Rapper 1998 et de Rapper, Deslondes et Roux 1998 ; voir aussi plus bas, §2.4.b.). Par ailleurs, dans la plupart des cas, l'intégration à la société turque est acceptée ou recherchée, dans la mesure où les perspectives de retour dans le pays d'origine sont inexistantes, et l'ont été dès le début : ce fut le cas en particulier pour les Albanais de Yougoslavie avant et après la deuxième guerre mondiale, dont le retour était rendu impossible dans les accords entre Yougoslavie et Turquie.

Il est par conséquent particulièrement difficile non seulement de chiffrer la présence albanaise actuelle, mais aussi de dire qui est Albanais et qui ne l'est plus. On peut faire à ce sujet les remarques suivantes :

Alors que la langue est, depuis les débuts du nationalisme albanais au 19<sup>e</sup> siècle, considérée comme un élément fondamental de l'albanité (le terme qui s'impose alors pour désigner la nation albanaise est *shqiptar*, littéralement « celui qui parle albanais (*shqip*) »), on constate parmi les Albanais de Turquie un abandon rapide de la langue albanaise, plus ou moins radical selon les groupes. Il n'est pas impensable de se déclarer Albanais, mais de ne pouvoir le faire qu'en turc. Pourtant, la langue albanaise a dû constituer jusqu'à récemment une langue d'usage courant et public et, comme on le verra plus bas (§ 2.4.a), la Turquie est souvent considérée par les Albanais comme un pays où « on trouve toujours quelqu'un qui parle albanais ». Pour la première génération de l'émigration, la langue albanaise est restée pendant plusieurs années une façon de marquer son origine et son appartenance : « A Prishtinë, raconte A., arrivé en 1957, mon père n'avait jamais parlé albanais dans la rue, seulement le turc. Mais ici à Istanbul, quand il faisait le marché, il s'était mis à parler albanais, car la plupart des marchands étaient Albanais. »

L'identification à la nation albanaise, ou à une communauté d'origine albanaise, ne se fait pas tant sur la langue que sur le souvenir de l'origine, de l'expérience de l'exil et des raisons qui ont poussé à l'exil. Le fait que dans la plupart des cas (Kosovo, Macédoine, Tchamérie, Albanie 1912-1918), les départs se sont faits pour des raisons liées à l'appartenance nationale, qu'il s'agisse d'expulsions de territoires revendiqués par une autre nation ou de pressions en faveur de l'assimilation des Albanais à une autre nation, maintient le souvenir d'un destin commun et renforce le sentiment d'appartenance nationale. De cette manière par exemple, les Albanais de Yougoslavie sont très sensibles à la question de la Tchamérie et ont bien sûr réagi fortement à la guerre du Kosovo de 1998-1999. C'est là une différence très nette entre les Albanais de Turquie et ceux de Grèce : partis en Grèce pour des raisons avant tout économiques, ces derniers apparaissent beaucoup moins préoccupés par le sort de la Tchamérie ou du Kosovo, même si la montée du racisme anti-albanais dans la société grecque contribue à leur faire prendre conscience des problèmes qui se posent aux Albanais qui vivent hors d'Albanie.

Les pratiques matrimoniales contribuent sans doute à maintenir également le souvenir d'une origine commune, dans la mesure où il semble que l'on puisse parler d'endogamie de la communauté d'origine albanaise. Bien qu'il n'existe aucune étude sur le sujet, les intéressés reconnaissent que la tendance est au mariage à l'intérieur de la communauté d'origine albanaise : cela est vrai lors des mariages qui surviennent dans les premières années de l'exil, et qui continuent parfois des cycles d'alliance commencés dans le pays d'origine. Comme dans d'autres sociétés paysannes européennes, les mariages chez les Albanais répondent à la règle du « ni trop proche, ni trop loin » qui veut que le conjoint soit choisi parmi les gens avec lesquels on est déjà en relation, sans pour autant autoriser le mariage dans les degrés rapprochés. Dans le contexte de

l'émigration et compte tenu du caractère familial ou lignager de l'installation dans le pays d'arrivée, les quartiers d'Istanbul habités par les Albanais ont formé des unités endogames dans lesquelles il est facile de trouver un conjoint répondant aux critères du « ni trop proche, ni trop loin ». Cela est vrai également à mesure que le temps passe : les nouveaux arrivants trouvent leur intérêt à chercher des alliances parmi la vague précédente, mieux intégrée et capable de favoriser l'intégration des derniers arrivés ; ceux-ci fournissant aux plus anciens un réservoir de familles avec lesquelles le risque de tomber dans une alliance « trop proche » est très faible. On rencontre par exemple des mariages entre Albanais d'Albanie venus depuis les années 1990 et descendants des réfugiés de Yougoslavie des années 1950. En ce sens, l'arrivée régulière de nouveaux réfugiés albanais permet à la fois aux nouveaux arrivants de bénéficier de la présence de communautés plus anciennes qui servent alors de relais avec la société turque (ce qui manque par comparaison aux réfugiés albanais de Grèce, et qui est responsable de leur repli sur eux-mêmes et de leurs difficultés à faire partie de la société grecque), tandis que, dans le même temps, chaque nouvelle vague revitalise le sentiment d'appartenance à la communauté nationale albanaise parmi les gens d'installation plus ancienne.

La plupart des gens originaires de Yougoslavie ont par ailleurs gardé des liens avec des membres de la famille restés sur place, et certains sont allés régulièrement en visite au Kosovo et en Macédoine, en particulier à partir des années 1980. L'identification à la nation albanaise repose en grande partie sur la permanence de ces liens de famille et sur la relation personnelle et affective qu'ils maintiennent avec la région d'origine. Comme on le verra plus bas, la plupart des associations « albanaises » regroupent en fait des gens unis par une même région d'origine à l'intérieur du Kosovo ou de la Macédoine.

Si la majorité des Albanais de Turquie sont musulmans, on trouve des chrétiens parmi les plus anciens (1912) ainsi que parmi les plus récents (1990). Il s'agit surtout de chrétiens orthodoxes originaires du sud de l'Albanie (Korçë, Kolonjë). La province d'Istanbul en comptait 1786 en 1935 pour 4883 musulmans et 36 catholiques. L'association de la fraternité turco-albanaise (voir plus bas) compte aussi des orthodoxes parmi ses membres fondateurs. Beaucoup d'entre eux cependant ont quitté Istanbul après l'affaire de Chypre. Ils étaient identifiés et s'identifiaient eux-mêmes aux Grecs : ceux qui sont restés (au Patriarcat par exemple) ne se déclarent pas Albanais, mais ont gardé le souvenir de leur origine albanaise et parfois un usage limité de la langue.



## 2.2. – Tentative de cartographie.

La définition mouvante de l'albanité rend aléatoire toute tentative de recensement ou de cartographie de la communauté albanaise. Selon la définition que l'on avance en effet (ou que l'on se garde d'avancer), le nombre d'Albanais en Turquie peut aller de 65 000 personnes (Ethnobarometer 1999) à plusieurs millions (quatre selon l'estimation la plus courante, cinq pour l'Institut national de la diaspora à Tirana, jusqu'à quatorze millions pour les informateurs les plus enthousiastes). Il est cependant possible de donner quelques indications, dans la mesure notamment où les Albanais ont tendance, lors de leur arrivée, à s'installer là où vivent déjà d'autres Albanais : il en résulte une cristallisation des communautés albanaises en un nombre de lieux limité.

Tableau 3. – Origine et régions d'installation des Albanais, 1912-1997.

Année	Région d'origine	Région d'installation	Istanbul
1912 1924 1932	Albanie Kosovo Grèce Kolonjë	Yozgat Adana Bafra Manisa Edirne	Alibeköy
1924	Macédoine grecque	İbriktepe Samsun Tokat Konya	
1918- 1941	Kosovo Monténégro Macédoine	Diyarbakır Elaziğ Yozgat Bursa Tekirdağ İzmir İzmit Eskişehir	?
~ 1930	Tchamerie	Maramara Erdek İzmir Manisa Balıkesir Karşıyaka	
1950- 1960	Kosovo Monténégro Macédoine	Adapazarı Bursa İzmir	Aksaray Bayrampaşa Küçük-Çekmeze Kadıköy Feriğköy
1990- 1996	Berat Fier		Bayrampaşa

	Lushnjë		
1997	Berat Shkodër Vlorë		Bayrampaşa Zeytinburnu

Source : entretiens à Istanbul, février 2000.

### 2.2.a. – Les « anciens Albanais ».

La différenciation au sein de la communauté albanaise se fait plus en fonction de la date d'arrivée que de la région d'origine. Les premiers arrivés sont souvent appelés « anciens Albanais » par ceux qui sont arrivés par la suite, qu'ils soient originaires d'Albanie, de Yougoslavie ou de Grèce. Les réfugiés des années 1950 et 1960, qui forment la part la plus importante numériquement et aussi la plus active de la communauté albanaise, appellent « anciens Albanais » les gens arrivés entre le début du siècle et la deuxième guerre mondiale, mais sont eux-mêmes désignés par la même expression par les réfugiés des années 1990.

Il est difficile d'attribuer à chaque vague d'arrivée une répartition spatiale particulière. La première caractéristique de la communauté albanaise est peut-être d'être essentiellement urbaine : Istanbul et Izmir, en particulier, abritent les communautés les plus nombreuses. Si ceux de Grèce sont principalement installés dans la région d'Izmir et en Anatolie, on en trouve quelques uns à Istanbul où, cependant, les gens venus de Yougoslavie sont les plus nombreux. Ces derniers représentent en effet la plus forte immigration vers la Turquie : entre 1950 et 1986, 40% des gens arrivant en Turquie viennent de Yougoslavie (Bainbridge 1993 302). Le tableau 3 indique les principaux lieux d'installations des Albanais, selon la région d'origine.

En ce qui concerne la langue, la plupart des gens étant arrivés avant l'adoption de la langue standard au Kosovo (1968), il s'agit d'un Albanais dialectal, guègue pour la plupart d'entre eux, tosque pour ceux de Manastir (Bitola). Cela entretient peut-être les particularismes et en même temps favorise l'adoption du turc comme langue commune et langue de culture. Les réfugiés des années 1950 et 1960 semblent avoir perdu l'usage de la langue albanaise très rapidement, plus rapidement que ceux arrivés dans les années 1930. Beaucoup d'entre eux ont aujourd'hui des difficultés à parler albanais, à trouver des mots qui leur viennent beaucoup plus naturellement en turc. Leurs enfants comprennent plus ou moins, mais ne parlent pas, et leurs petits-enfants n'ont souvent aucune connaissance de la langue albanaise. « Avec ma femme, se souvient J., arrivé de Prishtinë dans les années 1950, nous avons parlé albanais à la maison pendant sept ou huit ans après notre arrivée. Puis nous sommes passés au turc, en particulier pour les enfants. Après, on ne parlait albanais que pour se disputer en présence des enfants, pour qu'ils ne comprennent pas ! »

L'absence de contacts réguliers avec le pays d'origine pendant plusieurs années (les visites aux parents restés en Yougoslavie ne se développent que dans les années 1970 et 1980), les conditions de l'exil et la perte progressive de la langue entraînent une coupure profonde entre une partie des réfugiés et leur région d'origine. Comme le déplore l'un d'eux, « Beaucoup d'entre eux ont perdu leurs liens avec le pays d'origine, ils ne savent plus très bien d'où ils viennent, ils parlent des villes d'aujourd'hui comme si elles étaient encore des villages ».

### 2.2.b. – La « nouvelle émigration ».

L'immigration récente depuis l'Albanie est estimée entre 5000 et 8000 personnes par le consulat albanais d'Istanbul en février 2000, qui semble ne faire mention que des personnes en situation régulière, et où l'on reconnaît cependant que personne n'en a jamais fait le compte. L'Association des émigrants albanais, qui a mené ses propres enquêtes, avance le nombre de 12 000 à 13 000 personnes à la même époque, 20 000 en décembre 1997 et jusqu'à 30 000 en août 1998, après les arrivées massives provoquées par la crise politique de l'année 1997. Seuls 5000 seraient en situation régulière. Les autres arrivent avec un visa de tourisme de trois mois acheté à la frontière. L'expiration de ce visa pose un problème lorsqu'il s'agit de rentrer en Albanie : les gens en situation irrégulière doivent payer une amende à la frontière au moment de leur sortie de Turquie (jusqu'à 300 \$ selon le consulat albanais). Parmi ses revendications, l'Association des émigrants albanais demande une régularisation plus rapides des Albanais et un assouplissement du régime des amendes.

Ces gens sont pour la plupart originaires des régions albanaises de Berat, Fier, Lushnjë, Vlorë et Shkodër. Ils viennent en majorité de zones rurales défavorisées, ce qui leur vaut parfois l'appellation péjorative de *katundar*, « paysans, ploucs », de la part de ceux, moins nombreux, qui viennent des villes. On les trouve principalement dans les quartiers de Bayrampaşa (surnommé pour cette raison Beratpaşa), Zeytinburnu, Beshyüzevler et Küçükköy.

Il s'agit, depuis le début, d'une émigration familiale, différente de celle vers la Grèce qui n'a pris ce caractère familial qu'après la crise de 1997. Elle pose donc des problèmes particuliers de logement et de scolarisation. En 1997 et 1998, les Albanais d'Albanie ont profité de l'implantation de ceux de Yougoslavie pour obtenir des écoles primaires qu'elles acceptent de scolariser les enfants, même lorsque les parents étaient en situation irrégulière.

Contrairement aux Albanais de Yougoslavie arrivés dans les années 1950 et 1960, ceux d'Albanie sont venus avec l'intention de rentrer en Albanie après quelques années passées en Turquie. Les retours ont déjà commencé, provoqués par 1) un relatif retour au calme en Albanie ; 2) les

difficultés d'intégration rencontrées en Turquie (voir plus bas, § 2.3.c.) ; 3) la peur des tremblements de terre, notamment depuis août 1999.

## 2.3. – Vie sociale : associations, aide sociale, activités professionnelles.

### 2.3.a. – *Les associations.*

Le regroupement des réfugiés et migrants en associations n'est pas une spécificité albanaise à Istanbul, les autres réfugiés des Balkans sont aussi organisés en associations. Leur caractéristique est d'être, pour la plupart, organisées sur la base de la région d'origine (voir la liste en annexe).

La plus ancienne association albanaise actuellement en activité est la Fraternité turco-albanaise, fondée en 1952 et dont le siège est aujourd'hui à Bayrampaşa, après avoir été à Galatasaray. Elle est fondée par des Albanais, musulmans et chrétiens, ayant pour la plupart étudié à Istanbul avant de repartir en Albanie au temps du roi Zog (1924-1939), et qui se considéraient comme les héritiers de la génération de la Renaissance (mouvement national albanais de la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle). A ce titre, l'association avait une orientation politique marquée, à la fois nationaliste et anticommuniste. Avec l'arrivée des réfugiés de Yougoslavie, dans les années 1950 et 1960, elle se tourne également vers des activités d'aide et de solidarité : « deux ou trois docteurs et deux pharmaciens travaillaient pour l'association, se souvient I., qui a adhéré en 1959. Deux pique-niques étaient organisés chaque année, on fêtait le 28 novembre (fête nationale albanaise). » En 1960, l'association se transforme en groupe folklorique et donne des concerts à Istanbul, Bursa et Izmir. En 1991, à la suite des changements en Albanie et en Yougoslavie, la Fraternité est « revitalisée » : la direction est rajeunie et des activités sont organisées en direction de l'Albanie et du Kosovo (échanges de délégations, invitation de groupes de théâtre et de musique, manifestations en faveur des Albanais du Kosovo). Depuis ses débuts, elle totalise 2000 adhésions et compte aujourd'hui encore parmi ses membres 250 chrétiens orthodoxes, ce qui la distingue des autres associations albanaises.

D'autres associations sont fondées à la fin des années 1960 et dans les années 1970, à la suite de l'arrivée massive d'Albanais de Macédoine et du Kosovo. Elles sont toutes organisées par région d'origine : association des gens de Prizren (1967), de Tetovë (1971), de Prishtinë (1975), de Pejë, etc. Leur raison d'être est avant tout sociale. Elles offrent aux réfugiés originaires d'une même région un endroit pour se retrouver, les aident à trouver logement et travail, leur offrent des soins médicaux et des bourses d'aide à la scolarité pour leurs enfants.

L'association Rumeli-Balkan, qui n'est pas à proprement parler une association « albanaise », a été fondée en 1986. Elle a pour objectif « de promouvoir les danses albanaises, turques et macédoniennes, d'enseigner et de sauvegarder les traditions balkaniques », principalement celles des Turcs, Albanais et Macédoniens originaires de Macédoine. Implantée à Bayrampaşa, elle dispose depuis une dizaine d'années d'un local dans lequel ont lieu des cours de danse ou, comme en février 2000, des expositions de costumes traditionnels originaires de Macédoine. Elle fonctionne également comme troupe de danse, réunissant 120 danseurs en trois groupes d'âge. Elle compte en tout 200 membres. Depuis 1992, l'association organise, en liaison avec la municipalité de Bayrampaşa, un festival international de danses folkloriques censé refléter la diversité de la population de l'arrondissement. Le festival dure plusieurs jours (du mercredi au dimanche), au début de l'été. Lors de la dernière édition, en 1998, il a réuni, selon les organisateurs, 1000 danseurs, dont 800 venus de l'étranger et 200 turcs. Le festival débute par une parade dans la rue principale de Bayrampasa, et continue avec des représentations et concerts dans différents lieux.

Une des plus récentes est l'association des Kosovars, fondée en 1994 et, à la différence des autres associations, ouvertement animée par une volonté politique. Selon son vice-président, l'association a pour objectif « de suivre la politique du parlement et du gouvernement turcs envers le Kosovo. » Elle organise pour cela des rencontres avec des parlementaires, des membres du gouvernement et des hauts fonctionnaires, prépare des dossiers de presse sur la question du Kosovo, activités qu'elle oppose à celles « de type Croix Rouge » des autres associations albanaises. La création de l'association des Kosovars répond aussi en partie, dans l'esprit de ses initiateurs, à une volonté d'unification des diverses associations albanaises (« rassembler les associations kosovares sous un même toit »), et, à travers elles, de la communauté albanaise. Il est vrai que la multiplicité des associations et leur caractère souvent local font regretter les temps anciens du mouvement national albanais, à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, lorsque les associations nationalistes d'Istanbul étaient à la pointe du combat pour la défense des territoires albanais et la formation d'un nouvel Etat. Si l'association estime aujourd'hui avoir contribué à influencer l'opinion publique et la classe politique turques, son rôle de fédérateur de l'ensemble de la communauté albanaise est resté relativement faible, ce que certains mettent au compte de l'individualisme des Albanais.

Les gens impliqués dans la vie associative font souvent partie de plus d'une seule association, dont chacune répond à un besoin différent. On peut par exemple être membre de l'association des gens de Prizren et participer aux soirées qu'elle organise, et s'engager de manière plus politique dans le cadre de l'association des Kosovars. Enfin, il ne faut pas oublier que les

membres des associations ne représentent pas la totalité de la population albanaise, dont une partie se tient en dehors de la vie associative.

Le financement des associations se fait principalement par les cotisations des membres et par les recettes de ventes de boissons, d'entrées et de billets de loterie lors des soirées. Les membres les plus aisés participent plus largement et, en général, se retrouvent à la direction de l'association. Les dépenses sont dues au loyer, au téléphone, éventuellement à des salaires, ainsi qu'à l'accueil de personnalités. Certaines associations parviennent à distribuer de l'aide, par exemple sous forme de bourses pour la scolarisation des enfants. C'est le cas de l'association Rumeli-Türkleri (Shkup/Skopje), qui parle de 500 bourses scolaires.

Le fractionnement de la communauté albanaise, malgré le travail des associations, est peut-être le plus visible dans l'état de la presse : il n'existe aujourd'hui à Istanbul aucune presse, ni en langue albanaise, ni à destination des gens d'origine albanaise. La Fraternité turco-albanaise a publié de décembre 1993 à juillet 1996 une revue appelée « Besa », à raison de cinq à six numéros par an. Cette revue ne se voulait pas bulletin d'information de l'association, mais s'adressait à l'ensemble de la communauté albanaise, relatant les visites des personnalités albanaises et kosovares en Turquie, publiant (en turc et en albanais) les dépêches du Centre d'information du Kosovo, des entretiens avec des hommes politiques kosovars, ainsi que des articles sur l'histoire des relations entre Albanais et Turcs, sur la situation des Albanais du Kosovo et de Macédoine, et des poèmes. La publication a été arrêtée pour des raisons financières, la revue n'ayant jamais réussi à fidéliser ses lecteurs. De l'aveu même des anciens membres de la rédaction, l'erreur a été de vouloir une revue pour toute la communauté albanaise, alors que les lecteurs attendaient une revue plus centrée sur la vie de l'association. Auparavant, dans les années 1974-1975, une autre revue intitulée Besa a été publiée sur une initiative privée, intégralement en albanais, avec un contenu ouvertement politique et anticomuniste. Il faut noter par ailleurs que la presse albanaise du Kosovo et de Macédoine ne parvient pas régulièrement à Istanbul : quelques journaux sont ramenés par ceux qui rentrent d'une visite à Prishtinë ou Skopje ; ils circulent pendant plusieurs jours de main en main, mais l'intérêt qu'on leur porte reste occasionnel. En comparaison, les Albanais d'Albanie semblent tenir à lire la presse albanaise, dont quelques titres parviennent régulièrement à Istanbul.

### *2.3.b. – La vie professionnelle.*

Dans leur grande majorité, les réfugiés de la première génération sont employés dans le secteur privé et, pour la plupart, dans le commerce. A leur arrivée, l'ignorance de la langue leur interdisait

de chercher du travail dans la fonction publique, et beaucoup ont commencé par travailler comme apprentis, avant de monter leur propre affaire. Pour certains, cela se limite à un atelier de confection ou une boutique, pour d'autres, cela peut aller jusqu'aux grandes entreprises industrielles. Ce type de parcours individuel engendre chez la plupart, outre un attachement à la libre entreprise et une opposition à tout ce qui peut l'entraver, l'idée d'une ascension sociale continue, qui doit se poursuivre à la génération suivante : les enfants ne doivent pas connaître le parcours difficile de leurs parents et doivent échapper à ce que l'un d'eux appelle « les quatre malheurs de l'émigrant » : 1) ne pas connaître la langue ; 2) ne pas avoir d'argent ; 3) être seul ; 4) tomber malade.

La deuxième génération a souvent eu l'occasion de suivre des études, voire des études supérieures, et la parfaite maîtrise de la langue turque lui a ouvert, dès le départ, un choix de carrière plus vaste.

Il ne faut pas négliger par ailleurs un phénomène d'émigration secondaire, qui a poussé à partir des années 1960 des réfugiés du Kosovo et de Macédoine à partir, parfois avec leur famille, travailler en Europe occidentale (Allemagne, Belgique).

Si de nombreux réfugiés se sont lancés dans le commerce, l'activité commerciale avec la Yougoslavie n'a commencé que dans les années 1980 et celle avec l'Albanie ne s'est réellement développée que pendant les années 1990. Le rôle des Albanais d'Istanbul dans ce commerce semble s'être limité à celui d'intermédiaires : il ne nécessitait pas de déplacements vers la Yougoslavie et l'Albanie. Jusqu'au milieu des années 1990, ce sont les commerçants de ces deux pays qui se déplacent à Istanbul ou envoient leurs commandes et leur paiement à ceux d'Istanbul dont la tâche est de se procurer les marchandises sur les marchés de la ville et de les expédier à leurs commanditaires. Jusqu'à ces dernières années, une seule agence de ce type pouvait envoyer jusqu'à dix camions vers l'Albanie et la Yougoslavie. Depuis la crise albanaise de 1997 et la guerre du Kosovo, ce type de commerce n'est plus aussi rentable, en raison d'une réorganisation des réseaux : de plus en plus de commerçants albanais ont quitté les conditions peu favorables au commerce de leurs pays d'origine pour continuer leur activité depuis Istanbul, au détriment des intermédiaires de la diaspora. Certains d'entre eux se reconvertissent dans les transports, affrétant des cars et des avions à l'usage des Albanais et Kosovars qui se livrent au commerce à la valise. Trois compagnies créées par des Albanais de Turquie assurent des trajets quotidiens vers les principales villes du Kosovo et d'Albanie depuis la Yeni Otogar d'Istanbul. D'autres compagnies amènent les voyageurs depuis le Kosovo jusqu'au quartier de Lâleli, où ils disposent d'un ou deux jours pour faire leurs achats avant de repartir. Dans l'ensemble cependant, les réseaux ont changé, ce sont les Kosovars et les Albanais qui prennent désormais en main leurs propres affaires.

### 2.3.c. – Le cas des Albanais d'Albanie.

Les Albanais d'Albanie arrivés dans les années 1990 forment un groupe à part du simple fait de leur arrivée récente : leur intégration sociale, économique et politique est limitée et les liens qu'ils entretiennent avec leur pays d'origine sont beaucoup plus étroits que dans le cas des Albanais de l'ex-Yougoslavie.

Ils ont également la particularité d'être représentés par une seule association, l'Association des émigrants albanais (*Shoqata e emigrantëve shqiptarë*), fondée en 1997, qui revendique 1500 membres en février 2000 (contre 350 en août 1998), à rapporter aux 5000 familles albanaises installées à Istanbul. Il s'agit d'une association non déclarée dont les buts sont : « 1) assister les émigrants albanais dans leurs efforts pour se procurer du logement, de bonnes conditions de vie, un emploi, des soins médicaux ; 2) contacter les autorités du pays à propos des différents problèmes et besoins auxquels les émigrants font face ; 3) organiser une coopération entre les membres et les organisations caritatives en vue de s'assurer leur soutien pour assister les membres les plus démunis dans leurs dépenses de santé et d'éducation ; 4) rechercher et promouvoir des offres d'emploi ; 5) communiquer avec les employeurs afin d'éviter les discriminations et intervenir en faveur de permis de résidence et de sécurité sociale ». Pour atteindre ces objectifs, l'association a réalisé plusieurs études visant à mieux connaître la population et à cerner ses besoins. Elle a monté des projets présentés à des organisations caritatives dans le domaine de l'éducation (cours de turc, d'anglais, d'albanais et d'informatique pour les enfants de l'immigration) et de la santé (soutien aux immigrants en cas d'hospitalisation), organisé une soirée et participé aux manifestations en faveur des Albanais du Kosovo, pendant la crise de 1998-1999.

La majorité des Albanais d'Albanie séjournent de manière illégale en Turquie, passée l'expiration de leur visa de tourisme issu à la frontière.

Sur le plan professionnel, la plupart d'entre eux occupent des emplois sous-qualifiés, souvent dans les quartiers mêmes où ils habitent, et le bas niveau des salaires les oblige à mettre tous les membres de la famille au travail ainsi qu'à exercer deux activités dans la même journée. Non déclarée, leur activité professionnelle est précaire et un certain nombre d'entre eux sont au chômage. Leur situation rappelle ainsi celle des migrants Albanais de Grèce et leurs revendications sont du même type : régularisation, afin notamment de pouvoir rentrer régulièrement en Albanie ; emplois conformes à l'activité exercée en Albanie (cette revendication est essentiellement celle des intellectuels contraints d'exercer une activité manuelle) ; accès au



système éducatif et au système de soins ; reconnaissance par l'Etat albanais des diplômes acquis en Turquie (dans la perspective d'un retour en Albanie après les études des enfants).

Plus que toute autre association albanaise, l'association des émigrants albanais entretient de très bons rapports avec les autorités du pays d'origine et cherche à faire connaître son existence et ses activités en Albanie. Cela se fait par des rencontres et contacts officiels, avec l'ambassade d'Albanie à Ankara et le consulat général d'Istanbul, ainsi qu'avec des personnalités de l'Etat albanais. En mai 1998, l'association disait avoir rencontré le président de la République albanaise, le premier ministre, les ministres des affaires étrangères, de la défense et autres, le président du Parlement, des députés, ainsi que le directeur de l'institut national de la diaspora, auprès du ministère des affaires étrangères.

## 2.4. – Discours et représentations

### *2.4.a. – Les Albanais et la Turquie.*

L'héritage ottoman dans la société albanaise, comme ailleurs dans les Balkans, est multiple et omniprésent : dans la religion, dans la langue, dans les manières de vivre, les règles de sociabilité, la vie domestique. Sa perception est ambivalente. Parce que l'héritage ottoman est lié à la nation – il fait partie de l'histoire nationale, il fait partie de ce qu'être Albanais signifie – et pris en compte par le discours nationaliste, sa perception présente un dualisme propre aux faits nationaux : une même réalité est utilisée pour affirmer une chose et son contraire.

C'est ainsi que, comme dans les autres Etats balkaniques, l'héritage ottoman est occulté, minimisé, voire nié par le discours nationaliste : la période ottomane est présentée comme une période sombre qui précède la renaissance nationale. C'est une période d'oppression et d'obscurantisme responsable du retard que les pays balkaniques présentent par rapport au reste de l'Europe. C'est ce que l'on observe dans les manuels scolaires. Dans certains discours locaux, par exemple, l'islamisation est évoquée comme un accident de parcours, qui ne doit pas faire oublier que les Albanais sont, presque par nature, chrétiens.

A l'opposé, la place attribuée aux Albanais dans l'empire est glorifiée : un ouvrage paru à Tirana en 1997 sur les Albanais dans l'empire ottoman donne par exemple une liste de 35 grands vizirs « albanais et d'origine albanaise », des débuts de la conquête des Balkans à 1922. Les Albanais insistent parfois sur la proximité linguistique existant entre l'albanais et le turc : à l'opposé du discours nationaliste sur l'ancienneté et la spécificité de la langue albanaise, on entend dire que la langue albanaise est turque à 50% et que les Albanais peuvent suivre sans problème les

programmes de la télévision turque. De nombreux mots reçoivent une étymologie turque, surtout s'ils sont en fait d'origine grecque. Enfin, les Albanais rappellent souvent qu'ils occupaient une place particulière dans l'empire ottoman, du fait de leur bravoure et de leur fidélité, qui les faisaient respecter et admirer par les Turcs. Ils racontent à ce sujet une histoire qui a la particularité de lier les deux aspects, positif et négatif, de l'héritage ottoman : un Albanais se plaint à un Turc de ce que les cinq siècles d'occupation ottomane ont laissé le pays dans un état d'arriération déplorable. « Comment, répond le Turc, de quoi vous plaignez-vous ? Pendant cinq siècles le ministre de l'éducation a été Albanais ! Vous n'avez qu'à vous en prendre à vous-même ! »

Il faut noter également la permanence de l'assimilation Turc-musulman qui fonctionne aujourd'hui encore en Albanie : les deux mots sont pris l'un pour l'autre et l'appartenance à une communauté religieuse est souvent comprise comme appartenance à une communauté nationale. L'assimilation Grec-orthodoxe fonctionne de la même manière. Dans certaines régions rurales albanaises, les musulmans se désignent comme Turcs, même s'ils font la différence entre les sens religieux et national de l'ethnonyme. Cette confusion est cependant exploitée par leurs voisins chrétiens qui mettent en doute sinon leur appartenance, du moins leur fidélité à la nation albanaise.

En ce qui concerne la diaspora, on a vu que les Albanais sont souvent arrivés en Turquie en tant que musulmans, voire en tant que Turcs, c'est-à-dire comme étrangers aux nations chrétiennes qui se constituaient en Etats. Ce fut le cas lors de l'échange des populations entre la Grèce et la Turquie. C'est aussi le cas des Albanais de Yougoslavie dans les années 1950 et 1960. On peut se demander si l'intégration rapide de ces réfugiés et l'absence de repli identitaire ne sont pas dus à cette assimilation latente entre les catégories « musulman » et « turc ». Il faut certainement tenir compte aussi de la proximité culturelle créée par un héritage commun. Les réfugiés des différentes époques insistent sur la rapidité avec laquelle ils se sont sentis chez eux : il est fréquent d'entendre, dans les récits concernant l'arrivée en Turquie, que « on se croirait en Albanie », même si, là encore, une affirmation voisine avec son contraire : malgré cette proximité, ou à cause d'elle, des différences irréductibles sont affirmées, que l'on attribue à la nature même des deux populations : les Turcs sont asiatiques, les Albanais sont européens. C'est le cas en particulier chez les Albanais d'Albanie qui, pour expliquer leur faible degré d'intégration dans la société turque, se posent eux-mêmes comme Européens et parlent de la mentalité orientale des Turcs. Cette opposition est moins marquée, voire absente, chez les Albanais de Yougoslavie qui ne rencontrent plus de difficultés d'adaptation à la société turque. Il est intéressant de voir la même opposition à l'œuvre entre

Tosques et Kosovars à la fin du 19<sup>e</sup> et au début du 20<sup>e</sup> siècle (Vickers 1998 64-65) ; elle traverse aujourd'hui encore les représentations réciproques des Grecs et des Albanais, comme celles des Macédoniens et des Albanais.

Jusqu'à ces dernières années, la communauté albanaise est marquée par l'absence de revendications politiques : les Albanais ne forment pas une « minorité » et d'une manière générale, ne demandent rien d'autre que le fait d'être reconnus comme citoyens turcs. Ils insistent sur l'absence de discrimination et de racisme et sur la possibilité de se fondre dans la société turque sans être montrés du doigt en raison de leur origine. Ils opposent leur situation à celle des migrants albanais de Grèce, confrontés au racisme. Le fait d'être Albanais ou d'origine albanaise ne s'exprime donc pas sur un mode politique et ne dépasse pas en général l'histoire familiale. Les Albanais aiment en particulier raconter des histoires dans lesquelles l'identité albanaise est cachée, maintenue dans la sphère domestique : comme dans l'histoire des deux camarades de classe qui se prenaient réciproquement pour des Turcs, jusqu'au jour l'un d'eux s'adresse à son père en albanais, en présence de l'autre qui le reconnaît alors pour Albanais et dévoile lui aussi sa propre identité albanaise. La même attitude apparaît à propos de la langue turque : elle est considérée comme langue publique, opposée à l'albanais et aux autres langues, maintenues dans la sphère privée. « Dans la journée, dit l'un d'eux, on n'entend parler que turc. Mais si on avait un moyen, le soir venu, d'écouter les conversations dans les maisons, on entendrait des dizaines de langues différentes. » Il est peu probable que ce soit le cas dans la réalité : la plupart des Albanais (mis à part la dernière vague en provenance d'Albanie) ont adopté le turc comme langue familiale et ont rapidement perdu l'usage de l'albanais.

Les Albanais gardent cependant une conscience de type ethnique ou national : il existe une limite entre les Albanais et les autres. Pourtant, cette conception de la nation ne prend pas de forme politique (sauf exceptions présentées plus bas, §3) : l'appartenance à la communauté albanaise se fait plus sur des réseaux familiaux que sur la constitution d'un groupe particulier et animé d'objectifs politiques. Sur quoi repose ce sentiment d'appartenance commune ? Plus que sur la langue, qui se perd, cette communauté est fondée à la fois sur l'idée de l'origine commune et d'un destin historique commun, et sur une certaine conception du sang : les Albanais et gens d'origine albanaise partagent le même sang et quelques gouttes de ce sang albanais suffisent pour être reconnu comme Albanais, voire pour être déclaré capable de parler albanais ; les références au sang (alb. *gjakë*) et aux veines (alb. *damar*) sont par ailleurs nombreuses. D'autre part, les persécutions endurées dans le pays d'origine et l'expérience de l'exil maintiennent un sentiment de communauté, du moins parmi les générations qui ont effectivement vécu ces événements. Les générations nées en Turquie ont au contraire tendance à rejeter cette histoire familiale et à ne pas

cultiver le sentiment d'appartenance commune qui en découle. Cette tendance est paradoxalement renforcée par les anciennes générations elles-mêmes, qui tiennent en même temps à ce que leurs enfants et descendants ne passent pas par les mêmes difficultés et suivent la voie d'une ascension sociale continue, ce qui passe par une assimilation plus poussée à la société turque.

Les conséquences de l'importance donnée au sang lorsque les Albanais parlent de leur place dans la société turque actuelle sont les suivantes :

Il est d'abord possible d'affirmer que les Albanais sont partout, répartis dans tout l'espace, à tous les niveaux ; c'est ainsi que le nombre d'Albanais avancé par les Albanais eux-mêmes tourne autour de 4 millions, voire plus. La référence au sang permet une définition très vague de qui est Albanais.

Les gens aiment ensuite rappeler que les Albanais sont, sur une base individuelle ou familiale, à l'origine de nombreux faits marquants de l'histoire : Mustafa Kemal et Suleyman Demirel sont d'origine albanaise, tout comme la première Miss Turquie, dans les années 1930. On rappelle que les Albanais ont sauvé la Turquie aux Dardanelles, en se fondant sur la présence de noms de famille du type Kosova, Tetova ou Gostivar sur les monuments aux morts. Ce trait n'est pas particulier aux Albanais de Turquie : les Albanais en général ont tendance à voir des Albanais partout et à leur attribuer beaucoup de choses. Par exemple d'avoir créé cinq Etats : la Turquie, par l'intermédiaire d'Ataturk, la Grèce, grâce aux Arvanites ayant participé à la révolution de 1821, la Serbie, car les Karageorgevic étaient d'origine albanaise, l'Egypte, par l'intermédiaire de Mehmet Ali, et l'Italie, car Garibaldi était d'origine albanaise). On remarquera que l'Albanie ne figure pas dans la liste, signe de la méfiance que les Albanais entretiennent envers leur Etat national.

Enfin, le recours à l'idée du sang permet de tracer des limites et d'affirmer que les Albanais sont quand même différents des Turcs : l'opposition qui revient alors le plus fréquemment est celle entre les Européens que sont les Albanais et les Asiatiques que sont les Turcs. Si cette opposition n'est pas toujours très explicite, elle est néanmoins liée à celles entre développement et arriération, modernité et tradition, démocratie et autoritarisme, ou encore culture et absence de culture. Dans le même contexte, l'idée du sang sert de fondement à celle de « race » : celle-ci est moins dirigée contre les autres (sinon pour parler de groupes dévalorisés, comme les Tsiganes) que vers la valorisation de soi : les Albanais sont un groupe à part, une « race » à part, et leur continuité est assurée par la présence de sang albanaise dans leurs veines. De là découle également l'idée selon laquelle la Turquie n'est pas un Etat-nation, au sens que prend cette expression dans les Balkans (plus proche du droit du sang que du droit du sol), mais une mosaïque : les gens qui y

vivent viennent de partout et parlent toutes sortes de langues. Il faut noter par ailleurs que les Albanais sont unanimes à affirmer leur attachement à la République turque, dans la mesure où elle repose sur l'égalité des citoyens et non sur la juxtaposition de minorités opposées à une majorité. Ils évoquent souvent le caractère multi-ethnique et tolérant de la Turquie, et d'Istanbul en particulier, se félicitant de ce que le délit de faciès n'existe pas en ce qui concerne les Albanais. Encore une fois, la reconnaissance des différences et des groupes particuliers n'atteint cependant jamais le niveau politique : elles sont essentielles parce que fondées sur le sang, mais ne déterminent pas la constitution du corps politique.

L'importance accordée au sang (et donc à la famille, au lignage et à la « race ») dans le discours des Albanais sur la nation ne constitue pas, comme on pourrait le penser, une marque du caractère « clanique » ou « tribal » souvent attribué aux Albanais depuis le dix-neuvième siècle dans les travaux occidentaux. Elle apparaît au contraire comme une particularité des Albanais de Turquie, beaucoup plus développée chez eux que chez les Albanais d'Albanie. Il faut sans doute y voir une reconstruction de la nation albanaise dans le contexte d'une assimilation très poussée dans la société turque : lorsque l'usage de la langue et les liens avec le pays d'origine se perdent, et lorsque les notions de citoyenneté et de nationalité sont brouillées par l'expérience de l'exil, le recours au sang permet de maintenir, quelque temps encore, le sentiment d'appartenance commune. De la même manière, la vision d'une Turquie multi-ethnique et tolérante, dans laquelle l'identité de chacun est respectée dans le cadre d'un Etat unitaire, correspond à la fois à la revendication minimale des Albanais (pouvoir se dire Albanais sans demander aucun droit politique) et à ce que la société turque attend des minoritaires potentiels.

#### *2.4.b. – Les Albanais entre eux : permanence de quelques frontières.*

L'origine diverse dans le temps et dans l'espace qui caractérise la communauté albanaise de Turquie se reflète dans les représentations que les Albanais portent sur eux-mêmes. Il suffira ici de mentionner deux frontières, deux lignes de partage, que les Albanais ont apportées avec eux en Turquie. La première est celle entre Albanais d'Albanie et Albanais de l'ex-Yougoslavie, la seconde est celle entre Albanais du sud et Albanais du nord. Toutes deux reposent sur les mêmes représentations.

Depuis 1913, date de la création des frontières de l'Albanie, et plus encore après 1948 et la rupture des relations entre Albanie et Yougoslavie, les Albanais ont vécu séparés par une frontière qui, de simple tracé politique, est devenue une partie intégrante des représentations actuelles de la nation albanaise. Ce rôle de la frontière est apparu depuis le début des années 1990,

lorsque les contacts entre les deux côtés ont été rétablis. De la part des Albanais d'Albanie, les Kosovars sont apparus comme plus développés et plus riches, en particulier pour avoir bénéficié de l'émigration vers l'Europe occidentale qui était interdite à ceux d'Albanie. En même temps, les activités commerciales de certains Kosovars arrivés en Albanie à cette époque ont donné naissance à une image mafieuse des Albanais du Kosovo qui, conjuguée avec la représentation de violence attribuée aux Albanais du nord en général, dont les Kosovars font partie, est responsable de la méfiance des Albanais envers les Kosovars. De l'autre côté, les Albanais de Yougoslavie ont été marqués par la pauvreté de l'Albanie et par la faiblesse de son tissu social, responsables d'un taux de criminalité élevé et effrayant. En même temps, cette image contraste avec celle de l'Albanie comme « tronc » de la nation albanaise, Albanie idéalisée avec laquelle, dans de meilleures conditions, les autres « branches » de la nation sont destinées à s'unir. Il en résulte un regard teinté de commisération sur les Albanais d'Albanie, parents pauvres de la nation.

Ces représentations se retrouvent chez les Albanais de Turquie, notamment parmi les dernières vagues d'arrivées, celle des années 1950 et 1960 en provenance de Yougoslavie, et celle des années 1990 en provenance d'Albanie. Leur position relative en Turquie correspond en effet à celle décrite plus haut entre Albanie et Yougoslavie : ceux d'Albanie sont effectivement les plus démunis, les moins bien intégrés, c'est-à-dire ceux qui ont besoin d'aide, alors que ceux du Kosovo bénéficient de l'aura acquise par les Kosovars durant la guerre. En conséquence, les relations entre gens originaires d'Albanie et ceux de Yougoslavie sont souvent marquées par la condescendance des seconds envers les premiers. Alors que certaines associations cherchent à renouer les contacts avec le Kosovo et la Macédoine, par exemple, les voyages vers l'Albanie sont encore rares : « ce sont plutôt eux qui viennent ici », dit-on en souriant, comme s'il était évident que les Albanais de Turquie n'avaient rien à gagner à visiter l'Albanie.

L'opposition entre nord et sud fait partie des représentations les plus courantes en Albanie. Très schématiquement, elle oppose un nord pauvre et arriéré mais authentique à un sud riche et développé mais marqué par les contacts avec l'étranger. Elle est utilisée dans le cadre de la communauté albanaise de Turquie par les Albanais d'Albanie pour se poser face à ceux originaires d'ex-Yougoslavie. Les premiers étant en majorité originaires du sud de l'Albanie, ils utilisent l'image de « culture » qui s'applique fréquemment au sud pour s'affirmer face aux seconds, socialement favorisés. Ils stigmatisent le conservatisme et le fanatisme de ceux du nord, tout en reconnaissant en même temps leur courage ou leur réussite économique. Contrairement à ce qui se passe en Albanie, où tous les Albanais d'ex-Yougoslavie sont catégorisés parmi les gens du nord, la frontière entre nord et sud traverse ici la Macédoine, les régions de Struga, Ohrid et Bitola étant rattachées au sud de l'Albanie sur la base de la langue (dialectes tosques opposés aux

dialectes guègues du nord) et d'un comportement migratoire dirigé vers les Etats-Unis, qui rappelle celui de certaines régions du sud albanais.

### **3. Les Albanais de Turquie et la question albanaise dans les Balkans**

#### 3.1. – Présentation de la question albanaise.

On appelle question albanaise l'ensemble des problèmes liés à la présence de fortes communautés albanaises à l'extérieur des frontières de l'Albanie, quels que soient leur statut dans les pays où elles vivent et les relations qu'elles entretiennent avec l'Albanie. La question albanaise se pose dès l'indépendance de l'Albanie, avec la création de frontières qui sont à quelques détails près les frontières actuelles. Elle se pose à nouveau à la fin de la première guerre mondiale, lorsqu'il s'agit d'attribuer l'Épire du nord et le Kosovo. Elle apparaît encore pendant la seconde guerre mondiale, lorsque les occupations italienne et allemande permettent la création d'une « Grande Albanie », constituée de l'Albanie et d'une partie du Kosovo et de la Macédoine. De 1948 à 1990, en raison de la situation géopolitique de l'Albanie, elle ne se pose que d'une manière limitée, dans le seul cadre de la Yougoslavie. Les années 1990 voient le retour de la question albanaise et son internationalisation, avec la montée de la contestation albanaise au Kosovo face au nouveau régime yougoslave, la fin du communisme en Albanie et le développement d'une forte émigration vers l'Italie et la Grèce, et l'indépendance de la Macédoine, au sein de laquelle la population albanaise (entre un quart et un tiers de la population totale) conteste son statut de minorité nationale.

La diaspora albanaise a toujours joué un rôle de premier plan dans le cadre de la question nationale, qu'il s'agisse des Albanais de Turquie et de Roumanie au début du vingtième siècle, à l'époque de l'indépendance, de ceux des Etats-Unis pendant l'entre-deux-guerres ou, plus récemment, de ceux de Suisse et d'Allemagne en liaison avec le Kosovo. La diaspora sert alors, selon les cas, de relais vers l'opinion publique internationale, de soutien financier, et peut fournir à l'occasion des personnalités politiques, tel Fan Noli dans l'entre-deux-guerres, originaire d'un village de Thrace (Ibriktepe) et émigré aux Etats-Unis avant de fonder l'Eglise orthodoxe autocéphale albanaise et d'entrer dans le gouvernement albanais.

Pour des raisons qui tiennent autant à la situation en Albanie et en Yougoslavie qu'aux conditions de l'activité politique en Turquie, les Albanais de Turquie n'ont pas eu de rôle politique prépondérant de la fin des années 1950 jusqu'aux années 1990. La chute du communisme en

Albanie et l'exacerbation des tensions au Kosovo et en Macédoine sont alors l'occasion d'un retour de la question albanaise au sein de la diaspora albanaise de Turquie.

### 3.2. – L'impact de la crise du Kosovo

Les premières manifestations de la préoccupation des Albanais de Turquie pour les événements du Kosovo apparaissent au milieu des années 1990. L'association des Kosovars, aux objectifs explicitement politiques, est fondée en 1994, et l'ouverture d'un Bureau de représentation de la République du Kosovo a lieu en . Il assure le relais entre la diaspora et les milieux politiques proches de la Ligue démocratique du Kosovo (LDK) d'Ibrahim Rugova. L'association des Kosovars semble au contraire représenter une mouvance plus critique envers la LDK.

Avec l'éclatement du conflit entre les Albanais du Kosovo et les forces serbes, à la fin du mois de février 1998, une première vague de réfugiés kosovars arrivent en Turquie. Ils sont estimés à 3000 par la Représentation de la République du Kosovo et repartent la même année vers le Kosovo. Certains d'entre eux reviennent l'année suivante, marquée par la guerre menée par l'OTAN contre la Yougoslavie. Ils sont alors entre 15 000 et 20 000 personnes. Leur accueil s'est d'abord fait dans les familles albanaises originaires du Kosovo et de Macédoine, en attendant que des camps soient prêts à les recevoir. Certaines familles plus aisées ont ouvert les portes de leurs résidences secondaires. La plupart d'entre eux sont retournés au Kosovo dès la fin des hostilités et l'occupation du territoire par les forces des Nations Unies, au début de l'été 1999. Comme ce fut le cas dans d'autres pays d'accueil, ces retours se sont faits de manière spontanée et rapide, sans organisation. Sur place, les réfugiés ont reçu une assistance médicale, de la nourriture et des cartes de téléphone, afin de pouvoir garder le contact avec le reste de la famille, resté au Kosovo ou dispersé dans d'autres pays d'accueil. Les membres de la diaspora ont pu servir de relais entre les familles que l'exode avait séparées, tel A., qui a établi dès le début de la guerre la liste de toute sa parenté, avec le lieu de résidence et numéro de téléphone, afin de se tenir au courant du sort de chacun.

Des collectes d'argent ont également été organisées, mais avec un résultat mitigé. « L'arrivée des Kosovars a été précédée par celle des Bosniaques, au début des années 1990, explique-t-on à la Représentation de la République du Kosovo. A cette époque, les gens ont donné beaucoup d'argent, mais l'aide a été détournée. En conséquence, les gens hésitent maintenant à donner ». De tels détournements sont pareillement dénoncés dans les quêtes organisées en faveur des Kosovars.



Enfin, une soixantaine de soldats de l'Armée de libération du Kosovo (ALK) ont été soignés dans des établissements privés d'Istanbul. Selon le responsable d'une clinique à financement albanais, il s'agissait de soldats trop gravement blessés pour être soignés à Tirana, qui accueillait la plupart des blessés.

L'activité de la diaspora a également été politique, sous forme de lobbying auprès de la presse, des autorités turques et de la population. Des manifestations ont été organisées à Istanbul, en particulier en 1998 et en mars 1999, à la veille des bombardements de l'OTAN.

Il faut noter dans toute cette activité l'importance des nouveaux moyens de communication, dont Internet, qui ont permis une circulation rapide de l'information depuis le terrain vers les relais de la diaspora puis vers les opinions publiques et les gouvernements. Un tel phénomène avait déjà pu être observé lors de la crise de Macédoine, entre Grecs et Macédoniens (Danforth 1995).

On peut se demander toutefois si cette revitalisation du sentiment national albanais n'est pas condamnée à faire long feu, dans la mesure où il ne concerne que certaines générations et que les générations les plus jeunes semblent garder une certaine distance par rapport à leur origine albanaise.

### 3.3. – L'instabilité politique en Albanie

Il n'est pas nécessaire de revenir ici sur l'instabilité politique en Albanie, sinon pour rappeler que chaque nouvelle crise provoque une vague de départ vers les pays voisins, en particulier Italie et Grèce. A cette émigration ponctuelle s'ajoute une émigration continue, familiale et de longue durée entretenue par la permanence de mauvaises conditions de vie. Du fait de la constitution d'un « noyau » d'Albanais d'Albanie à Istanbul, il n'est pas exclu de voir arriver de nouveaux réfugiés, dans le cas où le pays traverserait une nouvelle crise.

### 3.4. – Tirana et la diaspora albanaise.

Jusque dans les années 1990, la diaspora albanaise était définie par rapport à la seule Albanie : en faisaient partie tous les Albanais vivant en dehors des frontières nationales, qu'il s'agisse de la Yougoslavie, de l'Amérique du nord et du sud, de l'Australie, etc. (Islami 1981). Avec le développement de l'émigration albanaise et la dissolution de la Yougoslavie, cette définition s'est transformée : les communautés issues de l'émigration vers la Grèce et l'Italie sont désormais comptées, alors que les Albanais du Kosovo et de Macédoine ont tendance à faire partie du tronc commun au même titre que ceux d'Albanie. Telle est la définition retenue par l'Institut national

de la diaspora, fondé en janvier 1996 à Tirana et rattaché au ministère des affaires étrangères depuis septembre de la même année. Albanie, Kosovo et Macédoine occidentale sont considérés comme « territoires ethniques albanais », dans une tentative pour atténuer l'impact de la frontière albano-yougoslave sur les relations entre les différentes communautés albanaises, et, dans le même temps, la distinction entre diaspora ancienne (issue en particulier des départs qui ont eu lieu au début du vingtième siècle) et émigration récente est estompée.

Cette politique témoigne d'un regain d'intérêt de Tirana pour la diaspora. La période communiste était en effet marquée par l'absence de relations entre l'Albanie et sa diaspora, cette dernière étant considérée comme la source de contacts dangereux avec l'étranger, alors que la politique des autorités était au contraire de maintenir la population à l'abri de tout contact. Quant à l'émigration, elle était inexistante. Le régime distinguait deux types d'Albanais ayant quitté le pays : ceux qui l'avaient fait avant la deuxième guerre mondiale étaient appelés « migrants économiques », ceux de l'après-guerre, « fuyards ». La question des Albanais de Yougoslavie, comme celle de la Tchamérie, n'étaient pas soulevées afin de ne pas provoquer les voisins yougoslaves et grecs.

Pour cette raison, la diaspora issue de l'émigration des Albanais du Kosovo et de Macédoine à partir des années 1970 vers l'Europe occidentale, a d'abord été la seule à acquérir une importance politique et économique. L'engagement politique et économique de cette diaspora a culminé lors de la dernière crise, à la fin des années 1990. Dans le même temps, la mise à mal, durant la guerre, de certains réseaux « traditionnels » entre la diaspora et le Kosovo (en particulier ceux de la LDK), ainsi que le rôle de base arrière, de relais et de pays d'accueil pour les réfugiés kosovars tenu par l'Albanie, ont pu donner à Tirana les moyens de s'affirmer comme centre unique et comme organisateur de la diaspora. Les objectifs de l'Institut national de la diaspora sont ainsi de mieux connaître la diaspora et son potentiel humain et matériel, de réduire les différences qui existent au sein de la diaspora entre les gens originaires d'Albanie et ceux de Yougoslavie, de veiller au respect des droits des Albanais dans les pays dans lesquels ils sont établis, et, enfin, d'encourager les Albanais de la diaspora à investir dans les « territoires ethniques » (Albanie, Kosovo, Macédoine).

Conclusion.

La présence albanaise en Turquie ne constitue pas une minorité nationale et ne cherche pas à être reconnue comme telle. L'origine albanaise est cependant considérée par ceux qui la partagent comme un dénominateur commun sur la base duquel ils peuvent revendiquer une place

particulière à la fois dans l'histoire et dans la société turque. Le cas des Albanais d'Istanbul est en ce sens révélateur : nombreux et conscients de leur origine commune sinon d'une identité nationale commune, ils ne forment pourtant pas un groupe homogène et ne parviennent pas à s'organiser en tant que communauté unique, pas plus qu'ils ne cherchent à jouer un rôle politique en tant que tels, dans le cadre de l'Etat turc.

La recomposition politique dans les Balkans et la crise du Kosovo en particulier peuvent cependant favoriser l'émergence de sentiments nationalistes plus affirmés et renforcer les liens existant aujourd'hui encore entre les Albanais d'Istanbul et leurs pays d'origine. On peut pourtant se demander si un tel sentiment nationaliste pourra se maintenir parmi les gens des seconde et troisième générations. L'évolution politique des différentes communautés albanaises des Balkans, de même que le développement des relations commerciales entre ces communautés et les Albanais d'Istanbul, seront déterminantes.

## ANNEXES

### A. – Chronologie (événements intéressants les Albanais de Turquie).

- 1878 Reconnaissance de l'indépendance de la Serbie. Expulsion des Albanais de Nish vers le Kosovo.
- 1912 Première guerre balkanique et indépendance de l'Albanie. Le sud du pays est occupé par la Grèce, le nord par la Serbie et le Monténégro. Départs d'Albanais vers Istanbul.
- 1913 Le Kosovo est partagé entre la Serbie et le Monténégro.
- 1918-1941 Colonisation et réforme agraire au Kosovo. Les Albanais sont encouragés à partir vers l'Albanie et la Turquie.
- 1922-1924 Traité de Lausanne et échange des populations entre la Grèce et la Turquie. Certains villages albanais du nord de la Grèce sont déplacés en Turquie.
- 1948 Rupture entre la Yougoslavie et l'URSS, rupture entre la Yougoslavie et l'Albanie. Début d'une politique de répression et d'encouragement au départ envers les Albanais de Yougoslavie.
- 1953 Accord Bled entre la Yougoslavie et la Turquie, en faveur du départ des musulmans de Yougoslavie vers la Turquie.
- 1990-1991 Fin de la dictature communiste en Albanie. Exode vers l'Italie et la Grèce, émigration vers la Turquie.
- 1997 Crise des « pyramides » et guerre civile en Albanie. Nouvelle vague de départs.
- 1998 Début de la guerre du Kosovo (mars). Mobilisation des Albanais de Turquie en faveur des Albanais du Kosovo.
- 1999 Intervention de l'OTAN, exode des Kosovars. Accueil de réfugiés kosovars en Turquie.

### B. – Listes des associations « albanaises » actuellement en fonctionnement (Istanbul) :

1. Göstivarlılar Kültür ve Dayanışma Derneği / Shoqata e gostivarjanëve (Alibeyköy)
2. İpekliler Dayanışma ve Kültür Derneği / Shoqata e pejanëve (Bakırköy)
3. Kalkandelenliler Dayanışma Derneği / Shoqata e tetovarëve (Aksaray)
4. Kırcaovalılar Sosyalyar Derneği / Shoqata e kërçovarëve (Bayrampaşa)
5. Kosova Gilanlilar Derneği / Shoqata e gjilanasve (Aksaray)

6. Kosovalılar Kültür ve Dayanışma Derneği / Shoqata e kosovarëve (Aksaray)
7. Kumanovalılar Dayanışma Derneği / Shoqata e kumanovasve (Yedikule)
8. Priştineliler Kültür ve Dayanışma Derneği / Shoqata e prishtinasve (Bayrampaşa)
9. Prizrenliler Dayanışma ve Kültür Derneği / Shoqata e prizrenasve (Aksaray)
10. Rumeli Türkleri Kültür ve Dayanışma Derneği / Shoqata e rumelitëve (Fındıkzade)
11. Türk – Arnavut Kardeşliği Kültür ve Dayanışma Derneği / Vëllazëria Shqiptaro-Turke (Bayrampaşa)
12. Sultan Murat (Küçük Çekmece) (fonctionne en coopération avec la précédente)
13. Rumeli Balkan Türk Halk Oyunları Manastir Folklor Araştırma Derneği (Bayrampaşa)
14. Shoqata e emigrantëve shqiptarë (Bayrampaşa).
15. Association de l'amitié turco-albanaise (Tirana), depuis 1991 (Président : Gazmend Shpuza, de l'Institut d'histoire, Tirana).
16. Autres associations albanaises en Turquie : İzmir, Bursa, Adana, Adapazarı.

C. – Adresses :

1. Consulat général de la République d'Albanie (Consul général : Kujtim Ymeri). Valıkonağı Caddesi, Ekmek Fabrikası Sk. No: 4, Nişantaşı. Tél. : 0212 232 16 99, 0212 296 24 28 ; fax. : 0212 296 24 27.
2. Représentation de la République de Kosovë en Turquie (Chef de la représentation : Enver Tali). Cerrahpaşa Caddesi No: 18/4, Aksaray. Tél. : 0212 632 27 52 ; fax. : 0212 530 38 83.
3. Municipalité de Bayrampaşa. Tél. : 0212 567 64 00.
4. Institut national de la diaspora, Ministère des affaires étrangères, Tirana (Bd. Marsel Kashen) (Directeur : Thimi Nika). Tél. : 042 32 882, 042 26 938 ; fax. : 042 62 085.

D. – Sources et ressources.

1. Documents inédits fournis par les associations :
  - *Mërgata dhe rëndësia e hapjes së përfaqësive së Kosovës në Turqi* (L'exil et l'importance de l'ouverture de la représentation de la Kosovë en Turquie).
  - *Emigracioni në Turqi, pasojat social-ekonomike dhe profesionale, 1990-1997* (L'émigration en Turquie, conséquences socio-économiques et professionnelles, 1990-1997).

- *Mbi marrëdhëniet e shoqatave në emigracion me organet shtetërore* (Sur les relations des associations de l'émigration avec les institutions étatiques [albanaises]).
2. Sites albanais (informations générales, les mentions des Albanais de Turquie dans la presse albanaise sont très rares) :
- Albanian Home Page : <http://www.albanian.com> : présentation du pays, liens vers la presse albanaise d'Albanie, de l'ex-Yougoslavie et de la diaspora, en particulier vers Shekulli, principal quotidien albanais, <http://www.shekulli.com.al> (en albanais et en anglais).
  - Albanian Studies : <http://www.ssees.ac.uk/albania.htm> : site de la School of Slavonic and East-European Studies (Université de Londres) dédié aux études albanaises. Actualité de la recherche, sélection de liens vers des sites albanais (en anglais).
  - Gouvernement albanais : <http://www.albgovt.gov.al/> : actualité gouvernementale, composition du gouvernement (en albanais et en anglais).
3. Sites internationaux sur la question albanaise dans les Balkans et la crise du Kosovo :
- International Crisis Group : <http://www.intl-crisis-group.org>
  - Institute for War and Peace Reporting : <http://www.iwpr.net>
  - Haut Commissariat aux Réfugiés des Nations Unies : <http://www.unhcr.ch>
4. Travaux occidentaux et albanais (cités en abrégé dans le texte) :

Alpan Kaçi 1997 : Nexhip P. Alpan et Nesip Kaçi, 1997. *Shqiptarët në Perandorinë Osmane* [Les Albanais dans l'empire ottoman]. Tiranë, Albin.

Bainbridge 1993 : Margaret Bainbridge (ed.), 1993. *The Turkic People of the World*. London, Kegan Paul International.

Bajrami 1981 : Hakif Bajrami, 1981. *Rrethanat shoqërore dhe politike në Kosovë më 1918-1941* [Les circonstances sociales et politiques au Kosovo en 1918-1941]. Prishtinë, Instituti i historisë.

Berishaj 1998 : Anton Kolë Berishaj, 1998. *Shndërrimi i etnisë* [La transformation de la nation]. Pejë, Dukagjini.

Danforth 1995 : Loring M. Danforth, 1995. *The Macedonian Conflict. Ethnic Nationalism in a Transnational World*. Princeton N.J., Princeton U. P.

de Rapper 1997 : Gilles de Rapper, 1997. « Les villages de Kastoria ou la minorité imaginée », *Syghrona Themata* (Athènes), n° 63 : pp. 108-111[en grec].

- de Rapper 1998 : Gilles de Rapper, 1998. *Crisis in Kosovo : Reactions in Albania and Macedonia at the local level*. Rome, CSS/CEMES (Ethnobarometer Workingpapers n°3).
- de Rapper, Deslondes et Roux 1998 : Gilles de Rapper, Olivier Deslondes et Michel Roux, 1998. « Les Albanais hors d'Albanie. Emigrés et minorités en Grèce, en Macédoine et en Yougoslavie. » *Hérodote, revue de géographie et de géopolitique* (Paris), n° 90 : pp. 20-45.
- Ethnobarometer 1999 : *Ethnic conflict and Migration in Europe. First Report of the Ethnobarometer Programme, May 1999*. Rome, CSS/CEMES.
- ICG 2000 : Albania : *State of the Nation, 1 March 2000*. Tirana, London, Brussels, ICG Balkans Report n° 87.
- Islami 1981 : Hivzi Islami, 1981. La diaspora d'un peuple méditerranéen : le cas des Albanais. *Peuples Méditerranéens*, 15 : 73-84.
- Islami 1994 : Hivzi Islami, 1994. *Rrjedha demografike shqiptare* [L'évolution démographique albanaise]. Pejë, Dukagjini.
- Islami 1997 : Hivzi Islami, 1997. *Dimensionit demografikë i çështjes së Kosovës* [La dimension démographique de la question du Kosovo]. Prishtinë, Enti i teksteve dhe i mjeteve mësimore i Kosovës.
- Malcolm 1998 : Noel Malcolm, 1998. *Kosovo. A Short History*. London, Macmillan.
- Mantran 1962 : Robert Mantran, 1962. *Istanbul dans la deuxième moitié du XVIIe siècle*. Paris.
- Péchoux et Sivignon 1989 : Pierre-Yves Péchoux et Michel Sivignon, 1989. « L'éviction des Tchamidès d'Épire occidentale en 1994. » *L'Ethnographie* (Paris), n° 106 : pp. 113-119.
- Roux 1992 : Michel Roux, 1992. *Les Albanais en Yougoslavie. Minorité nationale, territoire et développement*. Paris, Éditions de la maison des sciences de l'homme.
- Roux 1996 : Michel Roux, 1996. « L'avenir de la Kossove ». in *The Kosova Issue - A Historic and Current Problem (Symposium held in Tirana on April 15-16, 1993)*. Tirana, Institute of History. pp. 187-195.
- Shpuza 1994 : Gazmend Shpuza, 1994. *Ataturku dhe shqiptarët* [Atatürk et les Albanais]. Tiranë, Dituria.
- Shtylla 1996 : Zamir Shtylla, 1996. « The forced deportations of Albanians from Kosova and other territories between the two world wars (1918-1941) ». in *The Kosova Issue - A Historic and Current Problem (Symposium held in Tirana on April 15-16, 1993)*. Tirana, Institute of History. pp. 97-101.
- Todorov 1983 : Nikolai Todorov, 1983. *The Balkan City, 1400-1900*. Seattle and London, University of Washington Press.

Verli 1991 : Marenglen Verli, 1991. *Reforma agrare kolonizuese në Kosovë (1918-1941)* [La réforme agraire de colonisation au Kosovo]. Bonn/Tiranë, Iliria.

Vickers 1998 : Miranda Vickers, 1998. *Between Serb and Albanian. A History of Kosovo*. London, Hurst & Co.